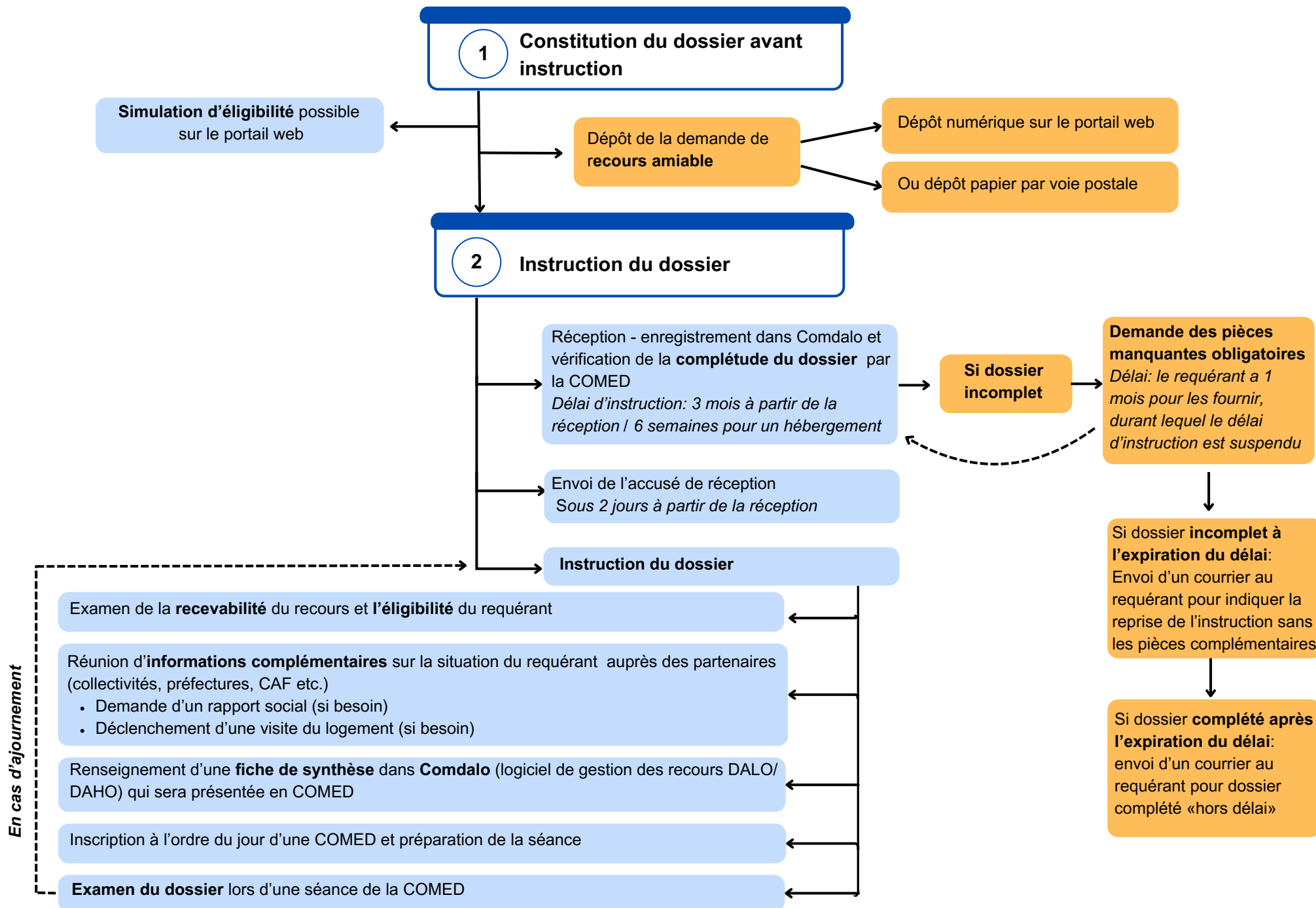


LA VIE D'UN DOSSIER DALO



3

Après instruction par la Commission

Procédure annexes:

- **Numérisation** fidèle des documents papiers reçus tout au long de la vie du dossier
- **Archivage** du dossier en fin de procédure
- **Destruction des dossiers** après une durée de conservation

Saisie de la décision dans **Comdalo**

Validation du procès verbal par les services de l'État, et signature des décisions par le président de la COMED

Vérification de la notification de décision par le secrétariat de la COMED sous 15 jours

Envoi de la notification de décision au requérant

Par recommandé électronique ou courrier recommandé avec AR

Reconnaissance statut prioritaire et urgent DALO (PU)

Reconnaissance statut NON prioritaire et urgent (NPU)

Transmettre un duplicata de la décision si demandé

Envoi des **signalements** décidés en commission auprès des organismes (bailleurs, associations, CCAPEX..)

Recours gracieux auprès de la Commission

Ajout de nouveaux éléments au dossier
Délai de 2 mois au requérant après réception de la notification

Recours contentieux auprès du Tribunal Administratif

Délais: Sous 2 mois maximum
Le TA a ensuite 2 mois pour statuer

Passage en instruction devant la COMED

Notification de la décision envoyée au requérant
Délai: 2 mois après réception du recours gracieux

Si recours rejeté

Recours accepté: réexamen par la COMED

Recours rejeté: **Pourvoi en Cassation** devant le Conseil d'Etat
Délai: 2 mois ou 15 jours si référé

Recours accepté: réexamen par la COMED

Recours rejeté: fin des voies de recours

Proposition de logement par le préfet

Délais DALO: 6 mois
Délais DAHO: 6 semaines pour un hébergement et 3 mois pour un logement en foyer ou de transition

Pas de proposition de logement par le préfet dans les délais légaux

Recours contentieux "en injonction" auprès du Tribunal Administratif (TA)

Délais: 4 mois après l'extinction du délai légal de relogement. Le TA a 2 mois pour statuer

Si le ménage **refuse** la proposition: examen d'une possible **caducisation du statut prioritaire**Recours accepté: le préfet a obligation de reloger ou d'héberger le requérant.
Possibilité de **condamnation** de l'Etat au versement d'une **astreinte financière**Recours rejeté: **Pourvoi en Cassation** devant le Conseil d'Etat
Délai: 2 mois ou 15 jours si référé

Recours indemnitaire auprès du TA

Demande d'indemnisation pour préjudice subi par l'absence de relogement
Pas de délai : indépendant des autres recoursRecours rejeté: **Pourvoi en Cassation** devant le Conseil d'Etat

Recours accepté: Possible condamnation du préfet à verser une indemnité

PROCÉDURE DE CADUCITÉ DES MÉNAGES REFUSANT UNE PROPOSITION DE LOGEMENT ADAPTÉ

Le ménage **refuse une proposition de logement adapté à ses besoins** pour un motif potentiellement injustifié

Réception du refus par le secrétariat de la COMED et étude du dossier

Courrier recommandé en accusé réception envoyé au requérant pour qu'il **justifie son refus**
Délai: le ménage a 1 mois pour répondre

Traitement de la réponse par le secrétariat de la COMED

Instruction du dossier pour un passage devant la COMED

Refus jugé légitime

**Maintien du statut prioritaire et urgent
DALO (PU)**

Refus jugé illégitime

Retrait du statut prioritaire DALO
Le ménage est déclaré **Non prioritaire et non urgent (NPU)**

Recours gracieux auprès de la Commission

Si recours rejeté

Recours contentieux auprès du Tribunal administratif

Voies de recours possibles

